



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de concession

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-13503>

Département(s) de publication : 71

Annonce n° 25-13503

Section 1 - Pouvoir adjudicateur/entité adjudicatrice

Nom de l'acheteur Public : Ville de Macon

Adresse : Hôtel de Ville - Quai Lamartine, 71018 Macon cedex

Coordonnées :

Courriel : Concessionsmp@ville-macon.fr

Adresse internet : <https://www.macon.fr>

Adresse internet du profil d'acheteur : <https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/index.jsp>

Type de pouvoir adjudicateur : Agence/office régional(e) ou local(e)

Activité principale :

Services généraux des administrations publiques

Code NUTS : FRC13

Section 2 - Communication

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet , à l'adresse : <https://publication.marchesonline.com/publication/extern/apcConsultationAcces.do?idConsultation=MzkzNDc5Mg%3D%3D>

Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues : le ou les point(s) de contact susmentionné(s)

Les candidatures ou, le cas échéant, les offres doivent être envoyées :

le ou les point(s) de contact susmentionné(s)

Par voie électronique via : https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2025_h2c7n2MEYq

URL des outils et dispositifs logiciels : <https://publication.marchesonline.com/publication/extern/apcConsultationAcces.do?idConsultation=MzkzNDc5Mg%3D%3D>

Section 3 - Description du marché

Intitulé : Concession de service relative à la mise à disposition, l'installation, l'entretien et l'exploitation de mobiliers urbains et de micro-signalétiques

Numéro de référence : MACON_250127_DSP MOBILIER URBAIN

CPV - Objet principal : 34928400

Type de marché : Services

Description succincte : La consultation lancée par la Ville de Mâcon, ci-après dénommée l'autorité concédante, a pour objet de confier, par contrat de concession, la mise à disposition, l'installation, l'entretien et l'exploitation de mobiliers urbains et de micro-signalétique ainsi que la fourniture de services associés.

Valeur totale estimée (hors TVA) : 8000000 euros

Section 3.1 - Renseignements relatifs aux lots :

Ce marché est divisé en lots : Non

• **Lot n° : 1**

Intitulé du lot : Lot 1 - La mise à disposition, l'installation, l'entretien et l'exploitation de mobiliers urbains

Code(s) CPV additionnel(s) :

CPV - Objet principal : 34928400

CPV - Objet principal : 45233293

CPV - Objet principal : 79341000

Lieu d'exécution :

Code NUTS : FRC13

Description des prestations : Mise à disposition, l'installation, l'entretien et l'exploitation de mobiliers urbains

Critères d'attribution :

- Valeur technique - Qualité de l'offre Valeur économique de l'offre
- Valeur technique - Qualité de l'offre Valeur économique de l'offre

Valeur estimée (hors TVA) : 0.00 euros

Durée de la concession : 180 mois à compter de la notification du marché.

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : Non

Informations complémentaires : La date prévisionnelle à laquelle le contrat de concession prendra effet le 01 janvier 2026, ou à la date de sa notification si elle est postérieure. Pour le lot n°1, La durée du contrat sera fixée à : 15 ans.

• **Lot n° : 2**

Intitulé du lot : Lot 2 - La mise à disposition, l'installation, l'entretien et l'exploitation de micro-signalétiques

Code(s) CPV additionnel(s) :

CPV - Objet principal : 34928400

CPV - Objet principal : 79341000

Lieu d'exécution :

Code NUTS : FRC13

Description des prestations : Mise à disposition, l'installation, l'entretien et l'exploitation de micro-signalétiques

Critères d'attribution :

- Valeur technique - Qualité de service Valeur économique de l'offre
- Valeur technique - Qualité de service Valeur économique de l'offre

Valeur estimée (hors TVA) : 0.00 euros

Durée de la concession : 72 mois à compter de la notification du marché.

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : Non

Informations complémentaires : La date prévisionnelle à laquelle le contrat de concession prendra effet le 01 janvier 2026, ou à la date de sa notification si elle est postérieure. Pour le lot n°2, La durée du contrat sera fixée à : 6 ans

Section 4 - Conditions de participation

Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession **Liste et description succincte des conditions, indication des informations et documents requis :** - Lettre de candidature indiquant l'identité du candidat ou du mandataire du groupement qui précisera l'identité de chaque membre dudit groupement ; - Note de présentation du candidat ; - En cas de groupement : habilitation du mandataire par ses cotraitants ; - Déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L3123-1 à L3123-14 du Code de la commande publique et que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés en application des articles L3123-18, L3123-19 et L3123-21 du Code de la commande publique et dans les conditions fixées aux articles R3123-1 à R3123-8 du Code de la commande publique, sont exacts ; - Pouvoir du représentant légal en cas de délégation de signature ; - L'ensemble des documents justifiant qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L3123-1 à L3123-5 du Code de la commande publique, notamment : *Si le candidat est en redressement judiciaire : copie du ou des jugements prononcés à cet effet ; *Justificatifs indiquant que le candidat a bien satisfait à l'ensemble de ses obligations fiscales et sociales telles que prévues à l'article L3123-2 du Code de la commande publique (certificats délivrés par les administrations et organismes compétents) ; - Justificatif de l'inscription du candidat au registre du commerce et des sociétés (extrait K bis ou document d'effet équivalent de moins de 6 mois) ; - Attestations d'assurance responsabilité civile et professionnelle en cours de validité ;

Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession **Liste et description succincte des conditions, indication des informations et documents requis :** - Lettre de candidature indiquant l'identité du candidat ou du mandataire du groupement qui précisera l'identité de chaque membre dudit groupement ; - Note de présentation du candidat ; - En cas de groupement : habilitation du mandataire par ses cotraitants ; - Déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L3123-1 à L3123-14 du Code de la commande publique et que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés en application des articles L3123-18, L3123-19 et L3123-21 du Code de la commande publique et dans les conditions fixées aux articles R3123-1 à R3123-8 du Code de la commande publique, sont exacts ; - Pouvoir du représentant légal en cas de délégation de signature ; - L'ensemble des documents justifiant qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L3123-1 à L3123-5 du Code de la commande publique, notamment : *Si le candidat est en redressement judiciaire : copie du ou des jugements prononcés à cet effet ; *Justificatifs indiquant que le candidat a bien satisfait à l'ensemble de ses obligations fiscales et sociales telles que prévues à l'article L3123-2 du Code de la commande publique (certificats délivrés par les administrations et organismes compétents) ; - Justificatif de l'inscription du candidat au registre du commerce et des sociétés (extrait K bis ou document d'effet équivalent de moins de 6 mois) ; - Attestations d'assurance responsabilité civile et professionnelle en cours de validité ;

Capacité économique et financière :

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis : - Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires relatif à des prestations similaires à l'objet de la présente concession, réalisées au cours des trois dernières années ; - Les comptes de résultat et bilans des trois derniers exercices ; - Tout document complémentaire de nature à faire apparaître la capacité et la solidité financière du candidat. Les candidats qui ne

seraient pas constitués depuis plus de trois ans pourront faire la preuve de leur capacité économique et financière par tout moyen.

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) : RAS

Capacité économique et financière :

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et

documents requis : - Références du candidat dans le domaine d'activité faisant l'objet de la concession, indiquant notamment l'autorité concédante et la date du contrat ; - Moyens humains et techniques dont le candidat disposera pour l'exploitation du présent service délégué ; - Tout élément complémentaire permettant de s'assurer des capacités techniques et professionnelles. Les candidats qui ne seraient pas constitués depuis plus de trois ans pourront faire la preuve de leurs capacités techniques et professionnelles par tout moyen.

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) : RAS

Conditions liées à la concession :

Conditions d'exécution de la concession : Se référer aux prescriptions du dossier de la consultation

Section 5 - Procédure

Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)

Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics : Oui

Renseignements d'ordre administratif

Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation : français

Section 6 - Renseignements complémentaires

Il ne s'agit pas d'un marché renouvelable

Informations complémentaires : La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation, mais le sera pour la signature du contrat par l'attributaire. Aucune visite n'est organisée dans le cadre de la présente consultation. Les mobiliers actuels sont en accès libre et visibles depuis l'espace public. Critères de sélection des offres - Lot n°1 Sous-critères hiérarchisés par ordre décroissant 1/Valeur technique - Qualité de service - Qualité des mobiliers urbains - Garanties offertes sur l'exploitation et la qualité de service - Qualité d'exposition de la communication institutionnelle - Garanties offertes au regard du développement durable 2/ Valeur économique de l'offres - Proposition financière à la Ville : montant de redevance versée à la Ville et de compte innovation, - Cohérence et équilibre de l'offre financière - Compétitivité et pertinence des prix au Bordereau des prix unitaires (selon DQE) Critères de sélection des offres - Lot n°2 Sous-critères hiérarchisés par ordre décroissant 1/ Valeur technique - Qualité de service - Qualité des mobiliers urbains - Garanties offertes sur l'exploitation et la qualité du service - Garanties offertes au regard du développement durable 2/ Valeur économique de l'offre - Tarification proposée à l'utilisateur - Proposition financière à la Ville : montant de redevance versée à la Ville, - Cohérence et équilibre de l'offre financière - Compétitivité et pertinence des prix au Bordereau des prix unitaires (selon DQE)

Procédures de recours :

Instance chargée des procédures de recours :

Nom Officiel : Tribunal administratif de Dijon

Adresse : 22 rue Assas, 21000 Dijon

Coordonnées :

Téléphone : +33 380739100

Courriel : Greffe.ta-dijon@juradm.fr

Adresse internet : <https://dijon.tribunal-administratif.fr>

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours :

Nom Officiel : Tribunal administratif de Dijon

Adresse : 22 rue Assas, 21000 Dijon

Coordonnées :

Téléphone : +33 380739100

Courriel : Greffe.ta-dijon@juradm.fr

Adresse internet : <https://dijon.tribunal-administratif.fr>

Date d'envoi du présent avis à la publication : 05/02/2025